

Dernière mise à jour le 18 février 2016

Nicolas Sarkozy propose 25 milliards d'impôts en moins

La campagne pour la primaire des républicains bat son plein et les différents candidats font régulièrement des annonces afin d'occuper l'espace médiatique. Récemment, Nicolas Sarkozy a promis un choc fiscal ...

La campagne pour la primaire des républicains bat son plein et les différents candidats font régulièrement des annonces afin d'occuper l'espace médiatique. Récemment, Nicolas Sarkozy a promis un choc fiscal s'il est élu, applicable dès 2017.

L'ancien président de la République a annoncé qu'il réduirait les impôts et les charges sociales de 25 milliards d'euros dès l'été 2017.

Parmi les dispositions envisagées, on peut citer la suppression de l'ISF, la baisse de 10% de l'impôt sur le revenu ou la diminution des charges pesant sur le travail.

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (soit un coût de 17 milliards d'euros pour les finances publiques) serait transformé en baisse de charges sociales. Par ailleurs, en plus de cette substitution, une baisse supplémentaire des charges de 13 milliards d'euros serait votée (soit 30 milliards d'euros de baisse en tout). Il n'y aurait plus de charges pour les salaires payés au SMIC.

Ces mesures font songer à celles contenues dans la loi TEPA, votée en 2007, qui avait déjà eu pour conséquence une baisse sensible des prélèvements obligatoires (baisse de l'ISF, défiscalisation des heures supplémentaires, réduction des droits de donation et de succession...).

Toutefois, le contexte est fort différent. En effet, la crise de 2008 a eu de graves effets sur les finances publiques et ses conséquences n'ont pu être soldées depuis. De plus, la menace d'une nouvelle crise majeure plane sur l'économie mondiale, ce qui limite les marges de manœuvre.

Enfin, le poids des dépenses publiques reste écrasant et Bruxelles veille au respect du pacte de stabilité. Une baisse massive des prélèvements obligatoires doit donc avoir pour corollaire une baisse plus massive encore des dépenses publiques, ce qui semble politiquement risqué.

La suppression de l'ISF paraît quant à elle illusoire ; la droite l'évoque ainsi depuis des décennies et ne l'a jamais mise en œuvre, par crainte des conséquences politiques.

Pour toutes ces raisons, certains candidats à la primaire, comme François Fillon, doutent de la faisabilité d'un tel projet.